



# RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT DU SYMPOSIUM SUR LES FORÊTS TROPICALES

Le 8 septembre 2021, un groupe de décideurs internationaux de haut rang s'est réuni à Berlin, auquel se sont joints virtuellement des responsables politiques, des scientifiques et des représentants d'organisations internationales, de la société civile et du secteur privé, dans le but de débattre ensemble de la nécessité urgente de mettre fin à la déforestation, de conserver les forêts tropicales et d'accroître l'ambition et l'attention politique accordées à cette ressource indispensable à l'approche des deux Conférences des Parties qui auront lieu à Glasgow (climat) et Kunming (biodiversité).

Les forêts tropicales continuent d'être menacées. En dépit de l'attention internationale accrue ces dernières années (p. ex. à travers la Déclaration de New York sur les forêts adoptée en 2014), les forêts tropicales continuent d'être détruites dans des proportions alarmantes. Les tendances actuelles de disparition de forêts présentées au début du Symposium sont alarmantes : la disparition de forêts primaires s'accélère à l'échelle mondiale. En Amazonie, un point de basculement pour les forêts tropicales a été atteint : les forêts émettent maintenant plus de CO<sub>2</sub> qu'elles n'en absorbent. Ces chiffres inquiétants ont amené des intervenants de trois ministères allemands dédiés à la conservation des forêts tropicales à plaider pour des mesures plus fortes et notamment plus rapides. Ils ont lancé un appel, d'une part, à la communauté internationale à intensifier ses efforts politiques et financiers de manière significative, et, d'autre part, aux pays forestiers à accélérer les réformes en faveur d'une plus forte conservation, avec pour objectif commun d'enrayer la disparition de forêt (primaire). Dans ce contexte, il a été souligné que la part de 3% du financement international de la lutte contre le changement climatique consacré actuellement à la conservation des forêts tropicales n'est pas à la hauteur de leur immense contribution au climat et à la biodiversité et, par là-même, à la survie de l'humanité.

Les participants au Symposium sont convenus que la communauté internationale doit assurer un « *Fair Deal* » (accord équitable) entre les pays abritant des forêts tropicales et les autres, en définissant clairement les attentes, les droits et les obligations de chaque individu, acteur ou groupe influant directement ou indirectement sur l'état des forêts. Dans le cas contraire, nous ne pourrions limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C.

Des panélistes de haut niveau représentant les principaux groupes d'acteurs étaient d'accord pour dire que des politiques forestières plus adaptées et une meilleure gouvernance s'imposent à tous les niveaux et à travers les différents secteurs affectant les forêts. Des lois, réglementations et normes adaptées au-delà des approches cloisonnées traditionnelles sont importantes pour mettre fin à la dégradation et conversion des forêts et pour réguler les marchés afin d'éliminer la déforestation des chaînes d'approvisionnement. L'inclusion et la participation équitables de tous les acteurs doivent être garanties tout au long de ce processus. Enfin, nous avons besoin de financements adaptés des forêts (financement sans déforestation) issus de toutes les sources, nationales et étrangères, publiques et privées, et ceci dans l'optique de créer des incitations économiques à la conservation des forêts, notamment pour les communautés locales. Des pays forestiers ayant des niveaux de déforestation historiquement faibles ont souligné que leur contribution au climat mondial devrait bénéficier d'une rémunération appropriée par la communauté internationale. Les pays tropicaux qui assument leur responsabilité à soutenir leurs forêts au bénéfice à la fois des populations vivant dans les forêts et dans



les environs, ainsi que de la communauté mondiale, doivent recevoir une compensation adéquate et un appui important de la communauté internationale qui soit bien coordonné et rationalisé.

Dans le but d'assumer leurs responsabilités, les pays forestiers doivent développer d'ambitieux agendas de réformes, les poursuivre de manière cohérente et les faire appliquer efficacement. Ceci suppose une législation équitable incluant des systèmes fonciers sûrs, qui accorde une grande importance aux avantages pour les peuples indigènes et les communautés locales, à des institutions efficaces et à une mise en œuvre en conformité avec les droits humains et les normes de l'État de droit. Les incitations économiques à la conservation des forêts et d'autres mesures doivent profiter aux communautés locales et indigènes.

Soutenus par un large éventail de groupes d'acteurs dans le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo, les États membres de la COMIFAC de l'Afrique centrale ont adopté conjointement une Déclaration en marge du Symposium qui décrit leur vision partagée de la protection et de l'utilisation durable des forêts du Bassin du Congo, ce qui constitue une avancée importante. Ils ont présenté leur vision commune et leurs ambitions de réforme lors du Symposium, en demandant d'accorder une plus grande attention politique et publique ainsi qu'un soutien international aux forêts du Bassin du Congo, tout en définissant clairement les activités à faire pour eux-mêmes et pour les donateurs en vue de concrétiser l'idée du *Fair Deal*.

Les participants au Symposium étaient largement unanimes quant à l'impératif pour les pays consommateurs de cesser d'importer de la déforestation. Des instruments appropriés sont, entre autres, un règlement sur la diligence raisonnable et des politiques commerciales adaptées. C'est pourquoi les participants du Symposium se sont vivement félicités de la décision de la Commission européenne de présenter une proposition législative sur des chaînes logistiques sans déforestation d'ici à la fin de 2021. Ils ont par ailleurs réclamé des efforts pour inclure d'autres marchés, notamment la Chine et les États-Unis, en vue de rationaliser les règlements et de coopérer avec le secteur privé et les pays producteurs. Le but poursuivi est de développer des chaînes logistiques sans déforestation, sans pour autant porter atteinte à leurs économies ou aux producteurs de petite taille, en reconnaissant que le secteur agricole dépend des forêts et de leurs services écosystémiques à moyen et à long terme.

Les participants au Symposium ont annoncé faire passer l'appel pour un *Fair Deal* à Glasgow et à Kunming et vouloir examiner les raisons expliquant que le Bassin du Congo ait reçu trois à cinq fois moins de soutien que d'autres régions tropicales. À l'avenir, un pourcentage adapté du financement alloué au climat devrait être consacré aux forêts et à la biodiversité, puisqu'elles jouent un rôle important dans la régulation du climat mondial. Le Royaume Uni fera figurer en bonne place l'utilisation des forêts et des terres dans l'ordre du jour de la COP26. Le Sommet des dirigeants du monde qui se tiendra le 2 novembre devrait annoncer des engagements collectifs à cet égard, y compris une contribution consacrée à la conservation des forêts du Congo.

Dans cet esprit, l'Allemagne intensifiera encore ses efforts. Ses nouvelles contributions comprennent un montant de 125 millions d'euros consacrés à l'initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI), et de 15 millions pour un fonds multi-donateurs nouvellement créé dans le cadre de l'initiative pour protéger l'Amazonie lancée par la Banque interaméricaine de développement.

L'Allemagne redoublera également d'efforts au niveau politique et apportera son soutien au Royaume Uni dans l'élaboration d'une déclaration ambitieuse.